

LA DÉMOCRATIE...

Aujourd'hui, personne (ou presque) n'ose ouvertement remettre en cause la «démocratie» devenue une sorte de sujet tabou. Pourtant, il y a matière à réflexion. Par exemple, quel lien établir entre «démocratie athénienne», «démocratie bourgeoise» ou «démocratie populaire». Par ailleurs, entre la démocratie de délégation (ou représentative) et la démocratie directe, où se situe le possible, et où commence l'utopie, alibi de toutes les mystifications.

Une chose semble cependant établie: la démocratie (comme les droits de l'homme) est étroitement associée à la notion de citoyenneté. Sans citoyenneté, pas de démocratie et pas de droits de l'homme... et du citoyen!

La démocratie bourgeoise, aboutissement d'un long combat dont on peut situer le début à la renaissance, a accompagné le développement de la bourgeoisie lui-même fondé sur le développement des forces productives. La bourgeoisie, en tant que classe, n'a pu jouer son rôle historique que dans le cadre de la nation et en édifiant un état démocratique reconnaissant l'existence de classes aux intérêts antagonistes et le droit pour les classes sociales d'agir librement pour la défense de leurs intérêts.

Autrement dit, la démocratie, par ailleurs, garante des «libertés démocratiques», ne peut exister que si on renonce à la fallacieuse notion de «*bien commun*» fondant la société «organique», autrement dit totalitaire, c'est-à-dire à partir du moment où on reconnaît l'existence de la lutte des classes. Dans ces conditions, il est clair que l'état supranational à vocation universaliste ou mondialiste, ne peut être un état démocratique, c'est-à-dire fondé sur la «*représentation nationale*». Le début du 20ème siècle a vu se constituer des partis ouvriers nourrissant l'espoir (en partie fondé) de représenter au parlement les intérêts ouvriers.

Avec l'avènement de la Vème République et plus encore de «*l'Europe Unie*», les «partis ouvriers» au sens de la SFIO ou du *Parti communiste* pour ne citer qu'eux, ont perdu toute raison d'être. Rêver de reconstruire un parti à l'image du parti ouvrier de Jules Guesde, fondé sur l'électoralisme, relève de l'infantilisme politique.

Pourtant, et, en dépit des affirmations mensongères, le rôle historique de la classe ouvrière et du prolétariat (à moins de se résigner à un retour à la barbarie) est loin d'être terminé et, dans la mesure où le mouvement syndical ne saurait suffire à tout, la classe ouvrière et le prolétariat ont besoin d'une représentation politique, tant sur le plan international que national. Sur le plan international, la construction de cette représentation politique est en cours. Mais le problème reste posé, une représentation politique pour quoi faire?... Prendre le pouvoir?... Quel pouvoir?

En écoutant les orateurs qui se sont succédé à la tribune de la *Conférence Mondiale ouverte* qui s'est tenue (Achères, les 20/23 oct. 96), j'ai le sentiment que la vieille mystification droite gauche a perdu tout crédit et que les participants à la conférence, dans leur immense majorité, ne se réfèrent plus à la «*prise du pouvoir*» mais se préparent aux affrontements qui, dans tous les pays du monde vont opposer travailleurs et prolétaires au grand capital et à ses larbins (de droite ou de gauche).

Ajoutons que l'expérience nous apprend que remettre en cause le cadre géographique et juridique de la nation (champ d'application des conventions collectives et des statuts garantissant les droits des travailleurs), on ne fait que réveiller le vieil instinct tribal avec les conséquences que l'on constate, notamment après l'effondrement de l'empire stalinien.

Les partis institutionnels qui, en France, arrivent péniblement à rassembler moins de la moitié du corps

électoral, ne sont plus, en vertu du principe de subsidiarité, que les valets du F.M.I. et de la *Banque Mondiale*. Devenus les larbins du grand capital, ils perdent et perdront inéluctablement toute crédibilité.

Raison de plus pour œuvrer au rassemblement du «parti» des travailleurs et des prolétaires. De ce point de vue, la méthode et les objectifs de l'*Entente Internationale des Travailleurs* (E.I.T.) semblent indiquer la voie à suivre, et c'est pourquoi l'U.A.S. a donné son adhésion à l'E.I.T.

Alexandre HÉBERT.
